

Pouvoir d'emprunt

Une voix: Combien?

M. Rae: C'était 17 milliards. J'aimerais me reporter à un discours bien intéressant prononcé ce jour-là. Il ne s'agit pas du mien, mais je recommande quand même aux députés de le lire parce qu'il est très intéressant. Ils pourront y jeter un coup d'œil à la première occasion. Pour l'instant, je veux plutôt me reporter au discours prononcé par le premier ministre (M. Clark), qui était alors chef de l'opposition. Il avait parlé de bien des choses, notamment de la façon de présenter les bills demandant un pouvoir d'emprunt à la Chambre des communes. Les députés, surtout les nouveaux qui essaient de se familiariser avec l'histoire parlementaire, aurait peut-être avantage à lire ce que le premier ministre avait déclaré quand il faisait partie de l'opposition. Il avait dit notamment:

Le ministre des Finances qui semble mettre au point d'honneur à ne pas dire aux Canadiens ce qu'ils sont en droit de savoir, bien que ses collaborateurs le mettent probablement au courant refuse d'annoncer à la Chambre à combien se monteront les recettes du gouvernement canadien au cours de l'année financière de sorte que nous ignorons le montant de notre déficit. Nous ne savons pas davantage de combien le pays va encore s'obérer à cause de l'incompétence de ce gouvernement. Tout ce que nous savons, c'est que le gouvernement demande maintenant le pouvoir d'emprunter encore 17 milliards de dollars.

Il a poursuivi en des termes qui nous paraissent fort familiers:

On nous dit qu'il y aura un budget. Le gouvernement refuse de nous dire à quelle date—d'ailleurs, il nous donne rarement de dates—mais il doit y avoir un nouveau budget vers le milieu de novembre. Pourquoi le gouvernement du Canada se dépêche-t-il d'obtenir une augmentation de son pouvoir d'emprunt avant la présentation du budget? Un budget doit contenir des prévisions de dépenses; il doit contenir un bilan des recettes que le gouvernement pense obtenir et il doit contenir un exposé des priorités que le gouvernement s'est fixées. Nous aurons tout cela dans trois semaines. Pourquoi alors cette demande extraordinaire en vue d'obtenir le pouvoir d'emprunter 17 milliards de dollars de plus dès maintenant? Pourquoi ne pas attendre encore trois semaines? Où est l'urgence? Que nous cache-t-on? Pourquoi le gouvernement ne nous donne-t-il pas immédiatement les renseignements que contiendra le budget ou, sinon, pourquoi n'attend-t-il pas après la présentation du budget à la Chambre des communes pour demander ce nouveau pouvoir d'emprunt?

Le premier ministre a ajouté qu'il était tout à fait inadmissible que le gouvernement vienne demander à la Chambre des communes un chèque en blanc. Il avait raison à l'époque et le gouvernement a tort aujourd'hui.

Nous estimons que le ministre des Finances (M. Crosbie) a eu beaucoup de temps pour nous présenter un budget. Il aurait dû nous en présenter un au mois de juin. S'il l'avait fait à ce moment-là, il lui eût été possible de se débarrasser des mesures budgétaires adoptées par les libéraux, et qui nous accablent aujourd'hui. Il aurait pu nous faire part de ses prévisions au chapitre des recettes et nous expliquer pour quelle raison il demande au Parlement un pouvoir d'emprunt de sept milliards de dollars, sans en rendre compte et sans donner plus d'explications qu'au 22 mai; il aurait pu nous dire ce que le gouvernement projetait de faire avec ces sommes qu'il nous demande d'approuver.

Peu importe qu'il s'agisse de 17 milliards de dollars, qu'on a fini par réduire à dix milliards de dollars, ou à sept milliards de dollars. Le principe est exactement le même: le gouvernement ne devrait pas faire violence à la Chambre des communes en lui demandant de lui donner un chèque en blanc; on ne devrait pas espérer, simplement parce que le gouvernement a demandé à la Chambre le pouvoir d'emprunter la somme de sept milliards de dollars que, comme l'a si bien dit le chef de l'opposition à l'époque, nous lui donnions un chèque en blanc.

[M. Rae.]

Je n'accepte tout simplement pas que le ministre des Finances vienne se présenter devant nous et se contente de répéter et de répéter qu'il a besoin d'argent; c'est pourtant ce que le ministre des Finances a fait aujourd'hui. Il y a deux jours, le ministre, dans un jargon incompréhensible, nous a expliqué pourquoi il avait besoin d'argent. Il ne nous a rien dit des projets de dépense du gouvernement, rien dit des dépenses fiscales, rien dit des recettes qui n'entrent pas, mais il nous a demandé de donner au gouvernement un chèque de sept milliards de dollars sans nous indiquer ce qu'il prévoit en fait de recettes ou de dépenses.

Je regrette que le président du Conseil du Trésor (M. Stevens) ne soit pas ici pour entendre ces propos, car il est l'homme qu'on a présenté partout au Canada comme le champion de la rigueur fiscale, le Savonarole de la libre entreprise, le Rex Humbard du capitalisme, l'homme qui est censé avoir le dernier mot, l'homme qui, d'une seule main, mettra à genoux la Fonction publique du Canada et mettra fin à tout jamais aux dépenses fastes de l'État. Où est-il? Où est-il le joyeux sabreur quand on a besoin de lui? Où se cache-t-il quand nous voulons lui demander à quoi serviront nos sept milliards? Il n'est pas là.

Une voix: Qui a écrit votre discours?

M. Rae: Tous mes discours sont de moi, ce que tout le monde ne peut pas dire ici.

Des voix: Bravo!

Une voix: Qui d'autre oserait les revendiquer?

M. Rae: En ce premier . . .

Une voix: Et il l'avoue, en plus.

M. Rae: Je m'occupe du ministre des Finances dans un instant. Je l'ai ménagé jusqu'ici, cette session. Voici le premier discours que j'ai l'occasion de faire, je le répète, et comme j'ai déjà passé une première année à la Chambre, et que pendant cette même année j'ai fait un discours sur les autorisations supplémentaires d'emprunt, je pourrais reprendre ce même discours intégralement ce soir. Mais cela priverait les députés d'une nouvelle de mes sorties.

Une voix: Peu nous importe vraiment!

Des voix: Oh, oh!

M. Rae: Les choses que je vais dire ce soir, et il y a en a deux ou trois seulement, veut donner le ton des interventions de mon parti à la Chambre des communes en matière de finance, de fiscalité et de budget.

Je dirai d'abord que nous attachons tout autant d'importance que le parti conservateur lorsqu'il était dans l'opposition au principe voulant que les subsides soient soumis à la Chambre des communes et que c'est la Chambre des communes qui doit avoir sur eux la haute main. Nous en avons assez de la façon de présenter les comptes au petit bonheur, sans exactitude, sans soin, sans efficacité et sans franchise, qui était celle du gouvernement libéral et qui risque de devenir celle du gouvernement conservateur. Nous n'admettons pas que le gouvernement vienne nous réclamer des milliards en crédits supplémentaires sans nous dire à quoi ils doivent servir ni comment ils vont être dépensés.